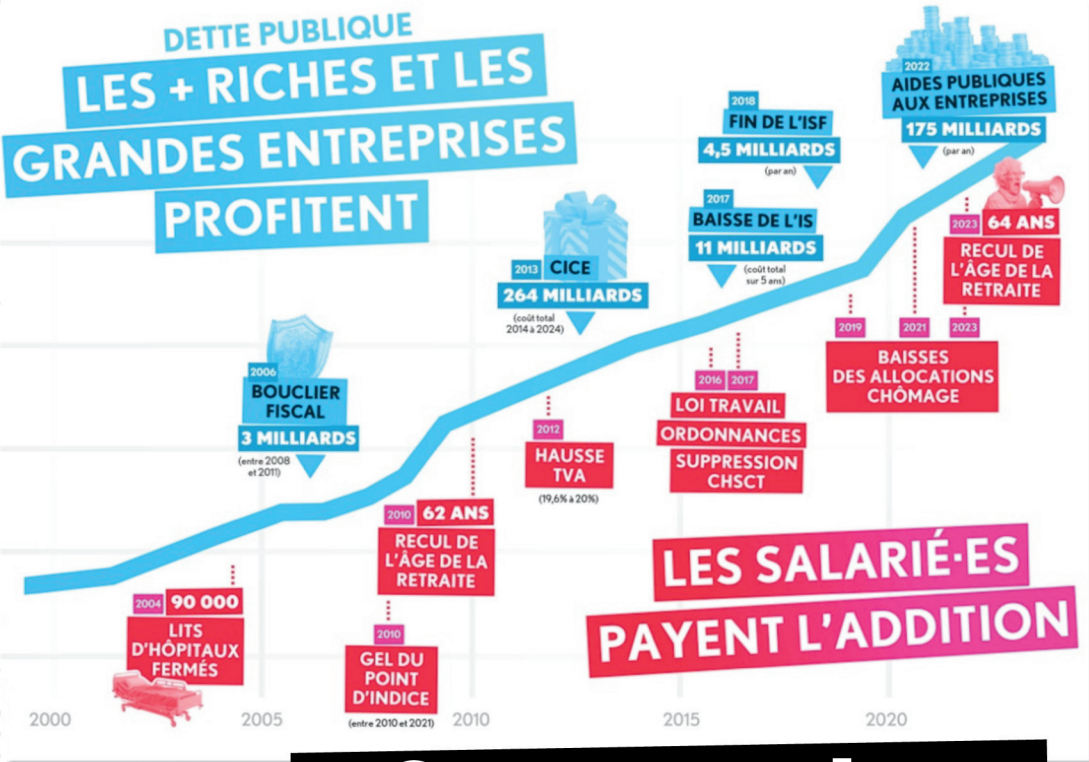




A partir du **10 septembre**
On bloque tout et on s'organise
face à l'austérité du budget 2026

Grève illimitée
Préavis déposé,
se déclarer gréviste 48h
avant l'heure de prise de poste.

Mobilisation
Assemblée générale à 12h,
à l'Hôtel-Dieu

-5 milliards d'€ sur la santé :

- **Réduction de la prise en charge des ALD** (Cancers, AVC, artériopathies, troubles cardiaques...),
- Réduction de la prise en charge de médicaments,
- **Contraindre à travailler au détriment de sa santé** (jour de carence et -10% de salaire les 3 premiers mois),
- **- 1,7 milliards d'€ pour les hôpitaux** = moins de lits et moins de soignants.

Cette mesure affectera aussi le quotidien des aidants. De plus, Bayrou accuse les soignants.es d'être responsable des politiques économiques de l'hôpital et les sommes de « mieux gérer leurs achats ».

“Année blanche” :

Année noire pour les services publics et les bénéficiaires de prestations sociales (aides au logement, AAH, allocations familiales, retraites, RSA...) ; **alors que 15,4% de la population** vit déjà sous le **seuil de pauvreté** (INSEE), record historique depuis 1996.

-2 jours fériés :

- **- 198€ /an** pour celles et ceux avec un salaire de 1800€ ;
- **- 275€ /an** pour celles et ceux avec un salaire de 2500€ ;

Les travailleuses vont offrir deux jours supplémentaires de travail, gratuitement, aux actionnaires et au patronat. La France ne comptera alors plus que neuf jours fériés, ce qui la placera au niveau le plus bas en Europe, aux côtés du Danemark, de l'Irlande et des Pays-Bas.

-3000 postes de fonctionnaires :

Un(e) fonctionnaire sur 3 qui part à la retraite ne sera pas remplacé ; c'est la précarisation de nos emplois où les charges de travail sont déjà maximales avec un management pathogène que nous subissons au quotidien (cf. expertise sur le management pathogène au CHU disponible sur notre site).

Et encore bien plus de mesures contre nous...

Mais où va l'argent ?



Hôtel-Dieu : 05.61.77.84.70
Purpan haut : 05.61.77.77.08
Purpan plaine : 05.61.77.10.88
Rangueil : 05.61.32.25.67
Larrey : 05.67.77.14.11

La Grave : 05.61.77.79.71
Garonne : 05.34.55.76.78
IUCT / Oncopole :
05.31.15.63.77
Fontaine Salée : 05.61.90.92.90



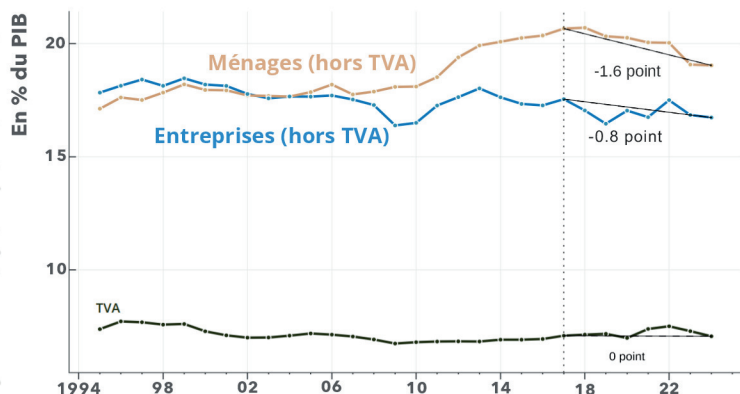
Mails / réseaux sur notre site
cgтчutoulouse.fr

Une augmentation de la dette créée par la diminution des recettes

Les dépenses publiques ne dérapent pas entre 2017 et 2024, elles sont passées de 57.7% à 57.2% du PIB.

C'est parce que le patronat a été exonéré de cotisations et d'impôts que les finances publiques vont si mal selon l'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Graphique 8. Évolution des taux de prélèvements obligatoires



Sources: INSEE, calculs des auteurs.

Le taux de prélèvement sur les ménages n'a cessé d'augmenter pendant que celui des entreprises à diminuer.

211 milliards d'€ d'aides aux grandes entreprises en 2023

Les aides aux grandes entreprises ont été évaluées à 211 milliards d'€ minimum : subventions, réductions d'impôts, exonérations de cotisations patronales.. Et ont été données sans aucune transparence, contrôle ou contreparties.

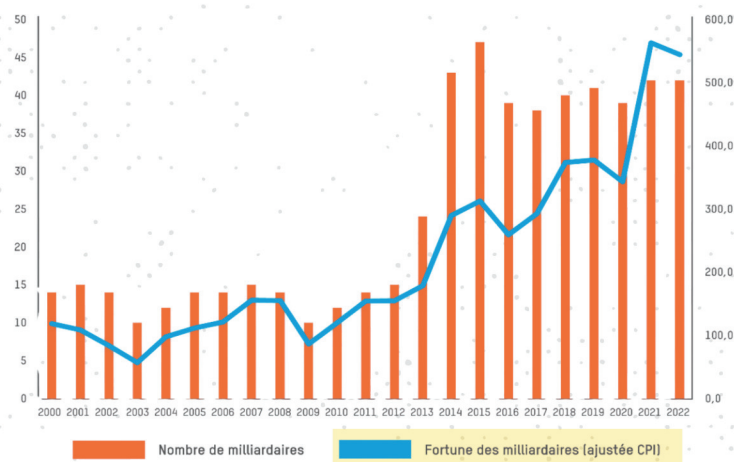
Ce qui est le **premier poste de dépense de l'Etat**.

Dans le même temps, ces entreprises ont préféré distribuer l'argent aux actionnaires dans une **logique de profit à court terme**, licencier, délocaliser les sites, fermer les sites, plutôt que d'investir à long terme pour l'avenir de tous et la transition écologique.

Des riches de + en + riches, des pauvres de + en + pauvres

Jamais notre pays n'aura été aussi inégalitaire depuis 50 ans.

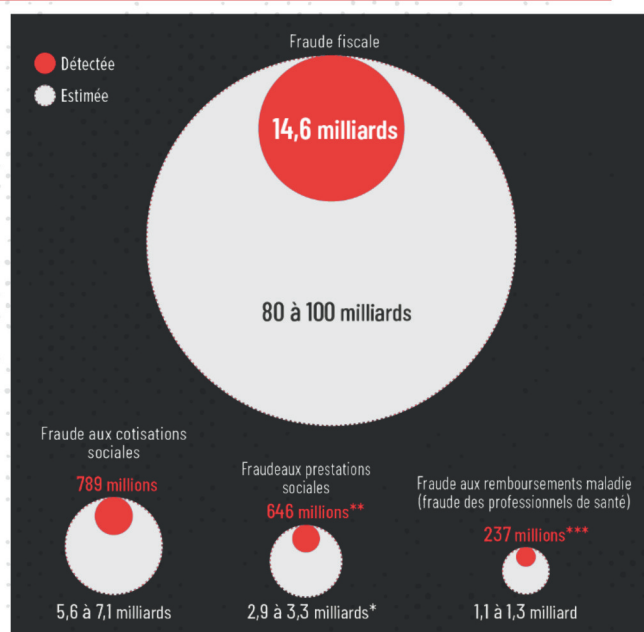
FORTUNE DES MILLIARDAIRES EN MILLIARDS D'EUROS



Depuis la pandémie du Covid 19 et la guerre en Ukraine, **les milliardaires surfent sur les superprofits de crise**, boostés par les aides aux entreprises.

La guerre en Ukraine a provoqué une crise de l'énergie et une crise du coût de la vie. Certaines entreprises dans des secteurs comme le pétrole, le gaz, les transports ou l'agro-alimentaire ont profité de la guerre pour augmenter leurs marges et réaliser des **superprofits**.

La réalité de l'évasion fiscale en France



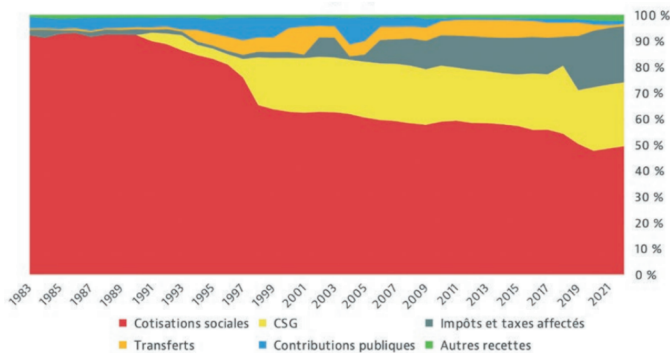
Chaque année, des milliards d'euros échappent aux caisses publiques à cause de l'évasion. Cet argent manque cruellement pour financer nos hôpitaux, nos écoles, nos retraites et nos services publics. Pendant que les grandes fortunes et multinationales se cachent derrière les paradis fiscaux, **ce sont les salariés.es, les chômeurs et les retraités.es qui paient la note.**

Assez de cadeaux aux fraudeurs ! L'argent volé doit revenir à celles et ceux qui le produisent.

Un transfert du financement de la sécurité sociale au cours du temps

Chaque exonération de cotisations sociales faites aux entreprises se reporte directement sur les salariés qui doivent compenser ses manques de recettes par l'impôt (CSG et impôts divers).

Structure des recettes du régime général de la Sécurité sociale



Source : commission des comptes de la Sécurité sociale.

Document regroupant les indicateurs économiques et sociaux de la CGT disponible ici.



La guerre comme prétexte pour leurs remplir les poches

Le pouvoir Macron / Bayrou justifie par la guerre et la dette comme nécessité pour **imposer l'austérité**, ses réformes impopulaires et **continuer la politique de cadeaux fiscaux** faits aux plus riches.

Ces cadeaux bénéficieront dorénavant aux entreprises privées d'armement dont la France est la deuxième exportatrice mondiale.

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »

Anatole France

Derrière chaque guerre, se cache une logique de profits pour l'armement et tous ses investisseurs.

Pour survivre cette course aux profits, les fabricants ont besoin que ces armes brûlent sur les champs de bataille, générant de nouvelles commandes.

La militarisation de l'économie crée ainsi une incitation structurelle à la guerre.

Toute mise en place d'une économie de guerre entrainera inévitablement une accélération des conflits.

De plus, la militarisation détourne systématiquement les investissements nécessaires à la transition énergétique.

L'austérité subit à l'hôpital

Toulouse est le 1er désert médical d'Occitanie.

Le système de santé publique se dégrade, entraînant avec lui la casse de l'hôpital public.

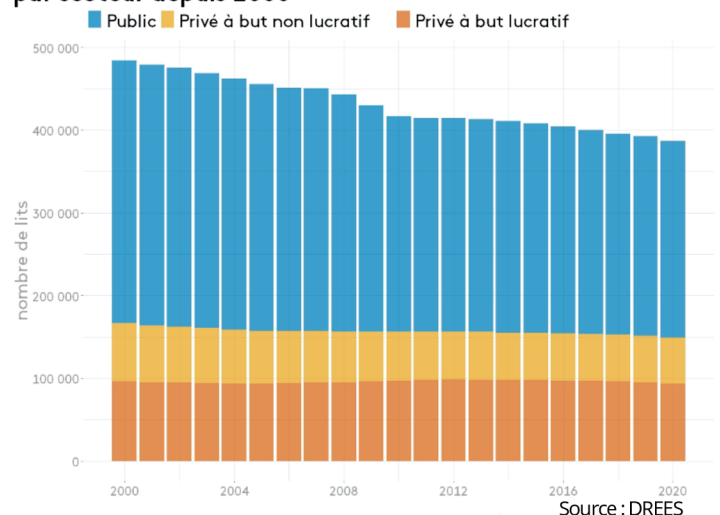
Cette situation est le résultat de **choix politiques** conscients et délibérés des gouvernements successifs et aggravée par les coupes budgétaires.

En Haute-Garonne, en 2022, environ **160 000 personnes étaient sans médecin traitant.**

Avec un taux de **mortalité infantile de 4,1 décès pour 1 000 naissances**, notre pays est passé du 4e au 23e rang européen.

Cette politique est aussi à l'**origine de l'aggravation brutale de nos conditions de travail**, que cela concerne des manques d'effectifs, une surcharge de travail, ou un management pathogène pour appliquer ces mesures.

Evolution du nombre de lits d'hospitalisation par secteur depuis 2000



Source : DREES



Pour gagner, il n'y aura que la lutte !

Ce que nous proposons / Ce que nous revendiquons

Le **dégel du point d'indice** avec rattrapage des années précédentes + en tenant compte de l'inflation.

Prise en charge à 100% des ALD et des médicaments.

Accès aux **soins gratuits** pour toutes et tous, avec une sécurité sociale financée par les cotisations sociales et non par l'impôt. Elle doit couvrir l'ensemble des dépenses de soins, sans dépendre de mutuelles privées qui introduisent une logique assurantielle, concurrentielle et inégalitaire.

Annulation des jours de carence lors d'un arrêt maladie.

Retraite à 60 ans et reconnaissance de la **catégorie active** pour tous les soignants (âge de départ légal à 55ans).

Des **recrutements statutaires** et la **titularisation** de tous les contractuels de la fonction publique.

La conservation de nos **11 jours fériés**.

La remise en place des **CHSCT** qui conféraient de vrais pouvoirs aux représentants syndicaux.

La mise en place de la **semaine à 32 heures**.

Le SMIC à 2000€.

L'annulation des réformes concernant l'assurance chômage.

L'**arrêt du détournement de l'argent public** (cotisations sociales et impôts) vers le domaine privé.

La mise en place d'une **gestion des entreprises par les salariés.es** pour éviter la captation des richesses produites par les travailleuses et les travailleurs.

**La santé ne peut plus être gérée comme une entreprise.
Elle doit être planifiée, pilotée démocratiquement et orientée vers les besoins réels de la population.**

10 septembre

On bloque tout, et on s'organise !

Grèves et assemblées générales

Préavis de grève illimitée déposé dans la continuité des mobilisations actuelles au CHU

+ la nécessité de s'organiser face au gouvernement et aux tentatives de récupération par l'extrême droite.



www.cgthutoulouse/10septembre2025



Toutes les actualités concernant les **mobilisations / actions /** points de **rendez-vous** seront disponibles et mises à jour sur cette page.

